



Le 12 novembre : en grève contre les suppressions de postes et les contre-réformes dans l'Éducation Nationale !

Le gouvernement renoue avec la logique de suppressions de postes, une logique appelée à s'amplifier dans les années suivantes pour atteindre les 50 000 suppressions annoncées de fonctionnaires de l'État (120000 pour les 3 Fonctions Publiques). Avec 2 650 postes d'enseignant-es et 400 de personnels administratifs supprimés, c'est une nouvelle dégradation des conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels qui est programmée. Cela n'est pas compatible avec l'ambition d'un enseignement de qualité et d'une plus grande égalité de réussite, ni d'une bonne administration du système éducatif.

LE MÉPRIS POUR NOS CONDITIONS DE TRAVAIL

En effet, l'affichage d'une pseudo priorité au primaire traduite par l'annonce d'une dotation de 2 325 postes dans le premier degré est surtout médiatique. La réalité est tout autre. Cette dotation est bien insuffisante pour couvrir les mesures de dédoublement des CP et CE1 en REP et REP+ (5605 postes). Ces attaques inacceptables contre l'École publique et ses personnels font écho avec les attaques contre le statut général des fonctionnaires et les 120 000 suppressions de postes prévues dans la Fonction publique, sur le quinquennat. Toutes les suppressions de postes programmées ne manqueront pas de dégrader plus encore nos conditions de travail et les conditions d'apprentissage des élèves, qui sont déjà particulièrement mises à mal.

DES « REFORMES » DANGEREUSES ET CONTESTÉES

Après Parcoursup, les réformes du lycée et du Bac suscitent, de vives inquiétudes tandis que le gouvernement attaque la voie professionnelle et entend développer massivement l'apprentissage sous contrôle des branches professionnelles. Par ailleurs, nous nous opposons à la fusion à marche forcée des académies et réclamons le maintien d'un véritable service public de proximité. Les réformes de l'enseignement secondaire et supérieur auxquelles il faut ajouter celles de la formation professionnelle, sont solidaires de toute une logique de tri social dans laquelle les projets actuels s'inscrivent. Avec le SNES-FSU, la FSU 81 dénonce la volonté du gouvernement de diminuer l'offre de formation et

continue de demander le retrait des textes sur les réformes du bac et du lycée, publiés dans la précipitation en juillet 2018. Le Lycée Blanquer c'est une concurrence généralisée, une voie technologique marginalisée, des inégalités sociales accrues et une logique comptable ! Dans le premier degré, le ministre organise la dépossession de la professionnalité des enseignants : guide des « bonnes pratiques », révision des programmes, évaluations nationales, multiplication des injonctions infantilisantes... Toutes ces « réformes » vont dans le sens d'une idéologie qui prône la sélection et l'élitisme pour les élèves. Ignorant les enseignements de la sociologie et appuyé sur la vision libérale pour qui la société n'existe pas, l'individualisation règne, chaque élève est déclaré responsable de son avenir scolaire et professionnel, ce qui permet de dédouaner l'État qui ne lutte plus contre les inégalités qui se creusent.

LE SCANDALE DES SALAIRES TOUJOURS GELÉS !

La valeur du point d'indice a été gelée de 2010 à 2016 et l'est de nouveau depuis 2017, les retenues pour pension civile ont augmenté, et la CSG majorée de 1,7 point. Le gouvernement n'a pas saisi l'occasion du rendez-vous salarial pour revaloriser les salaires des agent-e-s publics : il maintient le gel de la valeur du point d'indice et ne propose que quelques mesures dont la portée sera limitée. Dans l'Éducation nationale, la crise de recrutement comme la simple justice nécessitent tout particulièrement cette revalorisation salariale. Et la réponse n'est pas celle des heures supplémentaires... supplémentaires !

RÉFORME DES RETRAITES : UNE DÉGRADATION ANNONCÉE DE NOS PENSIONS

Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites, a confirmé l'intention du gouvernement d'instaurer un régime universel par points en vigueur à partir de 2025 et donc de supprimer le Code des pensions. Cela signifierait, outre une baisse généralisée des pensions et notamment pour les fonctionnaires, que les salarié·es ne pourraient plus prévoir leur âge de départ ni le montant de leur retraite (variable en fonction de la « conjoncture économique »)... C'est pourquoi nous nous opposons à ce projet.

**Alors, le 12 novembre, toutes et tous en grève !
Rendez-vous à Albi à 14h30 Place du Vigan**